

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SIRAP FRANCE

Usine St André BP 17
30210 Remoulins

Références : 2023-09-618

Code AIOT : 0006600672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement SIRAP FRANCE implanté RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAP FRANCE
- RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins
- Code AIOT : 0006600672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP France exploite une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé alimentaires sur le territoire de la commune de Remoulins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- application de l'arrêté préfectoral sécheresse ;
- gestion des COV ;
- application de l'arrêté ministériel PFAS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral complémentaire du 26/06/2023, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Air	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Air	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de réception de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article Article 4.1.3	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2	/	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3	/	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4	/	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
10	Air	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.3	/	Sans objet
11	Air	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.4	/	Sans objet
12	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
13	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
14	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs se sont attachés à vérifier le respect des prescriptions relatives à la sécheresse, aux émissions de COV et à la prise en compte de l'arrêté ministériel PFAS.

En ce qui concerne la gestion des épisodes de sécheresse, il est à noter que le site a divisé par trois sa consommation annuelle d'eau par rapport à 2017. Du fait de fuites apparues sur le réseau d'alimentation des bassins incendie et des tours aéroréfrigérantes, l'exploitant n'a cependant pas pu respecter l'ensemble des restrictions applicables à ses prélèvements en eau au cours de l'été, et dépasse actuellement le taux annuel de 1,4m3 d'eau prélevée par tonne extrudée. Le site doit ainsi rester vigilant sur sa consommation d'eau d'ici la fin de l'année.

L'appropriation par l'exploitant de l'ensemble des nouvelles prescriptions en période de sécheresse est à consolider, mais des actions ont d'ores et déjà été engagées en ce sens suite à l'inspection.

En ce qui concerne les émissions de COV, l'exploitant n'a pas respecté en 2022 sa limite d'émission de 0,6 tonnes de COV par millions de barquettes produites. Cette limite est respectée pour le début de l'année 2023, mais l'exploitant doit rester vigilant sur sa consommation de butane. Le pourcentage de rejets diffus du site reste très élevé. La confirmation de l'engagement de réalisation de l'étude technique d'amélioration la captation des COV, qui doit être accompagnée d'un plan d'actions, doit être rapidement apportée.

Enfin l'exploitant doit veiller à bien s'approprier les modalités de calcul des données de son plan de gestion des solvants afin d'être en mesure de l'actualiser chaque année en fonction notamment des évolutions des types de production.

En ce qui concerne l'arrêté PFAS, l'exploitant est bien conscient de ses obligations et une première analyse des eaux industrielles est prévue d'ici fin septembre.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau autorisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. En particulier, le ratio de référence est limité à 1,4 m³ d'eau par tonne extrudée en moyenne sur l'année. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est alimenté en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par le réseau AEP : cinq point d'alimentation en eau de ville sont présents sur le site du fait des agrandissements successifs, chaque point d'alimentation est muni d'un compteur. - par un forage muni d'un compteur totalisateur ainsi que deux compteurs de distribution. <p>Les compteurs sont relevés une fois par semaine en période normale et deux fois par semaine dès que la zone de prélèvement du site est en alerte sécheresse.</p> <p>Lors de l'inspection, le site était placé en épisode d'alerte renforcée, les deux derniers relevés étaient du 07/09/2023 et du jour de l'inspection, le 14/09/2023.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir eu de grosse opération de nettoyage cette année et avoir anticipé le remplissage des bassins sprinkler. Les arrosages, nettoyages des camions sont arrêtés pour la période et le remplissage des bassins est piloté de façon à être graduel avec des quantités d'eaux moins importantes.</p> <p>Le site a engagé depuis 2016/2017 des efforts pour réduire sa consommation d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les circuits sont en circuits fermés sauf le circuit de refroidissement ; - l'exploitant « traque les fuites ». <p>La consommation du site est passée d'environ 30 000m³ en 2017 à 6 742 m³ en 2022. La consommation en eau au 14 septembre 2023 est de 5 778 m³ (eau de ville + forage) pour 3 620 tonnes extrudées, soit un ratio provisoire de 1,6 m³/tonne extrudée, au-delà du ratio de référence annuel fixé par l'arrêté préfectoral du 26/06/23.</p> <p>L'exploitant indique avoir eu une sur-consommation cet été du fait de deux fuites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une sur le réseau AEP de remplissage des bassins de sécurité incendie ; - une sur le réseau des TAR au redémarrage suite à l'entretien. <p>l'identification des fuites et leur réparation a pris un peu de temps du fait de la période estivale. Il est envisagé de poser des index au niveau des installations de prélèvements d'eau afin de repérer de possibles fuites plus rapidement.</p> <p>La consommation en eau des prochains mois est à surveiller de façon attentive de façon à respecter le ratio de 1,4 m³/tonne extrudée ou à limiter au maximum son dépassement.</p>

L'exploitant transmettra début 2024 le bilan annuel de sa consommation d'eau indiquant le ratio atteint et en proposant des actions correctives si ce ratio est supérieur à 1.4m3 par tonne extrudée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article Article 4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement

Constats :

L'exploitant a confirmé la présence de disconnecteurs sur les alimentations du réseau AEP. En ce qui concerne le forage, l'eau du forage alimente par le haut un réservoir tampon et la pompe s'arrête sur niveau haut du réservoir (50 cm en deçà de l'arrivée en eau), de plus la pompe du forage et les pompes à l'aval du réservoir tampon sont munies de clapets anti-retour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux de prélèvements autorisés

Prescription contrôlée :

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit la zone 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône », le dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

Prélèvement annuel autorisé* 8000 m3/an

Normal ou Vigilance* : AEP 5,5m3/j ; Forage : 50m3/j

Alerte ou Alerte renforcée ou Crise* : AEP 5,5m3/j ; Forage : 35m3/j

* hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, hors usage lié à la lutte contre un incendie

Constats :

Le site reçoit par mail de la part de l'UiD DREAL les informations relatives à la publication des arrêtés sécheresse. Il assure également de son côté une veille plusieurs fois par semaine sur le site Propluvia en période estivale.

Le site est en alerte sécheresse depuis le 7 août et en alerte renforcée depuis le 7 septembre. Les compteurs sont relevés une fois par semaine en période normale et deux fois par semaine dès que la zone de prélèvement du site est en alerte sécheresse. Ces relevés sont ensuite reportés dans un fichier informatique qui a été présenté à l'inspection.

L'APC sécheresse du site impose à l'article 2 un relevé journalier dès le seuil d'alerte et à l'article 4 un relevé bi hebdomadaire en cas de crise. Il a été convenu entre l'exploitant et la DREAL que c'est une coquille et que la fréquence de relevé à mettre en œuvre est bien de deux fois par semaine dès le seuil d'alerte. Ces prescriptions seront corrigées lors du prochain APC du site.

Des dépassements des limites de prélèvements AEP et au forage, en moyenne 15 jours et en valeurs journalières (moyennées sur 3 à 4 jours compte tenu des fréquences de prélèvements) ont été constatés en juillet et en août. Ces dépassements sont liés aux fuites rencontrées cet été par l'exploitant sur le réseau AEP de remplissage des bassins de sécurité incendie et sur le réseau des TAR au redémarrage suite à l'entretien. A noter cependant que l'exploitant n'a pas déduit l'utilisation de l'eau pour les sanitaires ainsi que pour les systèmes de sécurité.

L'exploitant doit prévenir rapidement l'inspection des installations classées en cas d'impossibilité de respecter les limites de prélèvement en eau en période de sécheresse.

A noter que fin août et début septembre, et notamment depuis le passage en alerte renforcée, les limites de prélèvement en AEP et forage sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions en situation de sécheresse

Prescription contrôlée :

Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la zone 4 « Gardon aval de la prise d'eau du canal d'irrigation de Boucoiran jusqu'au Rhône » Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse. L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>. Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Cf tableau de prescriptions

Constats :

L'exploitant indique mettre en œuvre l'ensemble des actions prévues en alerte et en alerte renforcé dès le passage en alerte.

Lors du passage d'un seuil à un autre, le responsable HSE envoie aux responsables de services (maintenance, logistique, production) l'information du passage de seuil et la fiche réflexe du site en cas de sécheresse.

Une fiche de sensibilisation du personnel est également affichée dans les sanitaires du site avec indication de la phase en cours (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise).

Cette fiche de sensibilisation n'est pour l'instant pas affichée dans les autres points d'utilisation de l'eau. Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a indiqué avoir ajouté un nouveau point d'affichage.

Pour la saison estivale 2024, un inventaire exhaustif des points d'utilisation d'eau du site pourra être mené afin d'identifier des zones où l'affichage des bonnes pratiques et/ou des exigences de limitation de l'usage de l'eau serait pertinent.

La fiche réflexe du site a été consultée. Elle n'a pas été mise à jour suite à la notification de l'arrêté préfectoral du 26/06/2023 et certaines actions à mettre en œuvre dès l'alerte ne sont actuellement prévues qu'en cas d'alerte renforcée (cas du report des opérations d'entretien/maintenance préventive mettant en œuvre l'usage de nettoyeur sous pression (de type Karsher) ou lavage à grande eau pour les installations et le matériel). Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a transmis la mise à jour de sa fiche réflexe qui est maintenant bien cohérente avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

A noter que suite aux discussions engagées pendant l'inspection sur les modalités de gestion des appoints en eau des bassins « sprinkler » qui représentent une part importante de la consommation d'eau du site, qui est actuellement réalisée en maintenant un niveau « moyen » des bassins à vue d'œil », l'exploitant a indiqué par courriel du 19 septembre 2023 qu'une réflexion va être menée pour revalider le niveau minimal à maintenir sans impacter la sécurité des installations (pour mise en place été 2024). **Cette réflexion est à mener d'ici le début de la période estivale et devra si possible se concrétiser par un repère visuel sur les bassins.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Prescription contrôlée :

Article 4 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus. Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant : • les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ; • les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ; • Le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Constats :

L'exploitant tient à jour un tableau de suivi de l'atteinte des différents seuils et le suivi des consommations d'eau pendant les périodes associées.

Le jour de l'inspection, le passage en seuil d'alerte renforcé était effectif depuis une semaine et l'exploitant n'avait pas encore élaboré le document de synthèse prévu par l'article 4 de l'AP du 26/06/2023 à transmettre à l'inspection.

Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a fait passer ces éléments à l'inspection, suite au passage du seuil « crise » en date du 14 septembre 2023.

L'exploitant doit être vigilant à bien remonter les informations demandées dans les délais. Ces informations servent à la gestion de la crise par la DREAL et les services préfectoraux mais également à informer ces mêmes services des difficultés rencontrés par le site relatives à son approvisionnement en eau, ou relatives à l'impact économique des mesures de réduction demandées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan

Prescription contrôlée :

Article 5 - Bilan À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Constats :

Le bilan sera à transmettre, dans le délai d'un mois après la fin des restrictions, à l'inspection des installations classées, en précisant notamment des détails sur l'origine et la chronologie des deux fuites constatées cet été sur le site et en apportant les justifications que leurs détections et réparations ont bien été réalisées dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Application de l'arrêté ministériel « sécheresse »

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas concerné par cet arrêté : sa consommation d'eau annuelle était inférieure à 10 000m3 (6742m3) en 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émission de composés organiques volatils</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral n°17_113N susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : « Article 3.3.1. Principes généraux L'exploitant met en œuvre des procédures et des moyens visant à réduire les émissions de C.O.V de ses installations, comprenant notamment : - la limitation à 0,6 tonnes de COV utilisé par million de barquettes en polystyrène expansé produites; - le recyclage intégral des chutes de découpe ; - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières. - la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'utilisation de COV par million de barquettes en PSE produites s'élève à 0,62 tonnes et ne respecte donc pas pour 2022 la limite annuelle de 0,60 tonnes. La cause identifiée par l'exploitant est le taux de rebut qui a doublé en 2022 avec la phase d'industrialisation du nouveau process permettant l'utilisation de recyclé externe.</p> <p>Pour 2023, de début janvier à mi-septembre, le suivi de la consommation de butane et du nombre de barquettes produites donne 0,59 tonnes de COV par million de barquettes, le site respecte pour l'instant sa limite annuelle d'émission de solvant en 2023. Cette amélioration provient de la fiabilisation du processus de réinjection des matières recyclées externes mais également de la chute des quantités de matières externe recyclées, ce recyclage lié à un type particulier de production étant partie majoritairement sur un autre site du groupe.</p> <p>L'exploitant doit rester très vigilant à sa consommation de butane afin de respecter en 2023 la limite de 0,6 tonnes de COV par million de barquettes.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, en janvier 2024, sans attendre la déclaration GEREP, le calcul de sa consommation de COV par million de barquettes accompagné de propositions d'améliorations en cas de non respect de la limite annuelle.</p> <p>A noter que l'utilisation de CO2 a diminué en 2023 (les produits « CO2 » sont partis sur un autre</p>

site) et les tests d'optimisation des taux de CO₂ sur les autres produits ont été arrêtés, la qualité des produits se dégradant. Le CO₂ représente actuellement 6 à 8 % de CO₂ dans le mix de gaz expandeur.

La totalité des chutes de process sont réinjectées dans le process de fabrication et une part de matériaux recyclés est également réutilisée pour la fabrication des produits.

Concernant la captation des émissions, la canalisation des émissions de COV a été réalisée aux postes de pré-expansion au niveau des pompes à vide et des mandrins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de COV

Prescription contrôlée :

Émissions diffuses de composés organiques volatils L'exploitant prend toutes les dispositions techniquement et économiquement acceptables pour limiter les émissions diffuses de composés organiques volatils. Les émissions diffuses de composés organiques volatils représentent au maximum 80 % des émissions totales du site.

La captation des émissions de COV au niveau des pompes à vide des lignes d'extrusion GS et G6 et des mandrins des lignes d'extrusions G7, G9 et G3 est réalisée dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, une étude technique d'amélioration de la captation des COV émis de façon diffuse sur le site par les installations, accompagnée d'un plan d'actions avec un échéancier motivé permettant de diminuer les émissions diffuses L'exploitant réévalue le bilan technico-économique de traitement des composés organiques volatils dans un délai maximal de 5 ans. Les deux alinéas ci-dessus ne s'appliquent que si les émissions de COV sur site des installations dépassent les 30 tonnes/an aux échéances prévues.

Constats :

Le plan de gestion des solvants 2022 a été transmis à l'inspection. Il fait état en 2022 d'une consommation de COV (butane) de 221 tonnes et d'une émission totale sur site (rejets canalisés + diffus) de 172 tonnes.

Le calcul via le PGS des rejets diffus du site donne 161 tonnes en 2022, soit 73 % du gaz investi, et 93 % des émissions du site (canalisés+ diffus sur le site).

Une part de 22 % du gaz mis en œuvre étant considérée comme retenue dans la barquette.

Le site ne respecte ainsi pas la prescription de 80 % au maximum de rejets diffus en COV.

L'exploitant a indiqué avoir des devis pour la réalisation de l'étude technique d'amélioration de la captation des COV qui doit être accompagnée d'un plan d'actions, ce qui devrait améliorer la part de rejets canalisés. Néanmoins cette étude, qui prévoit de nouvelles mesures d'émissions de COV

aux niveaux des différentes étapes de la fabrication, ne pourra pas être finalisée pour le 31/12/2023 tel que prescrit par l'arrêté du 16/12/2020.

L'exploitant transmet sous un mois le bon de commande signé de l'étude technique d'amélioration de la captation des COV avec le calendrier de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions de COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant, notamment, les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet tous les ans, à l'inspection des installations classées, le plan de gestion des solvants et l'informe des actions menées visant à réduire les émissions de COV et les consommations de solvants. »

Constats :

L'exploitant a transmis le 20/03/2023 son plan de gestion des solvants reprenant le bilan 2022 et les actions à mener en 2023.

L'exploitant visait pour 2023 :

- la fiabilisation du process « RPS » afin de diminuer le taux de rebut,
- la réalisation d'une étude technique sur l'amélioration de la captation des COVs.

Le prochain plan de gestion pour 2023/2024 sera transmis également via l'outil GEREP.

Le plan de gestion des solvants fait état en 2022 d'une consommation de COV (butane) de 221 tonnes et d'une émission totale sur site (rejets canalisés + diffus) de 172 tonnes. Le calcul via le PGS des rejets diffus du site donne 161 tonnes en 2022. Une part de 22 % du gaz mis en œuvre étant considérée comme retenue dans la barquette.

Pour la réalisation de son PGS et le calcul des émissions canalisées et diffuses, l'exploitant utilise des pourcentages fixes d'émission par rapport à la consommation totale de butane, pourcentages issus d'une étude réalisée par le CITEPA en 2019, sans être en mesure de justifier que ces pourcentages sont bien toujours applicables aux types de productions réalisées actuellement sur le site.

Dans le cadre de la prestation relative à l'étude technico-économique citée ci-dessus, l'exploitant a indiqué avoir également demandé une prestation d'accompagnement à la rédaction de son plan de gestion des solvants.

L'exploitant devra veiller à obtenir la maîtrise des modalités de calcul qui seront proposées par le prestataire, de façon à pouvoir adapter, si nécessaire, les modalités de calcul aux évolutions et/ou à la production du site sur l'année écoulée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions annuelles de COV
Prescription contrôlée : Les émissions de composés organiques volatils de l'ensemble du site ne dépassent pas 230 tonnes/an.
Constats : Le plan de gestion des solvants 2022 fait état d'une consommation de COV (butane) de 221 tonnes et d'une émission totale sur site (rejets canalisés + diffus) de 172 tonnes. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir passé en revue les produits utilisés sur son site pour la production et avoir sollicité ses fournisseurs pour les produits plus liés au fonctionnement (traitement des TAR par exemple) et ne pas avoir identifié de substances PFAS. A noter que les barquettes produites sont à usage alimentaire, l'exploitant a depuis des années des contraintes réglementaires et/ou volontaires fortes sur les produits utilisés pour la fabrication.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesure
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une

manière plus générale. Cette campagne porte sur :
1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
2° L'analyse de chacune des substances suivantes : (cf liste de l'AM)
3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : (cf liste de l'AM)
Constats :
L'exploitant a pour l'instant indiqué avoir prévu :
- la mesure des eaux des TAR,
- la mesure des eaux de process (ligne des densificateurs).
Les eaux de lavage des sols (environ 1 à 2m3/ semaine) n'ont pas pour l'instant été ciblées. L'exploitant a demandé à l'inspection si ces eaux de lavage devaient être analysées, la DREAL est en attente d'une position nationale sur le sujet et reviendra vers l'exploitant si des analyses complémentaires devaient être réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions et délai de mise en oeuvre
Prescription contrôlée : I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des

installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées

Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 Trois mois

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir contractualisé avec l'APAVE qui s'est engagée à lui fournir les attestations nécessaires quant à son habilitation à réaliser ces prélèvements et analyses. Le premier prélèvement doit être réalisé d'ici fin septembre.

Le prélèvement de l'eau des densificateurs ne pourra pas être réalisé sur une durée de 24 heures car le rejet (vidange des bacs) est effectué une à deux fois par semaine. Le prélèvement sera donc instantané.

Le rapport de transmission des résultats à la DREAL devra rappeler et justifier cette impossibilité.

Type de suites proposées : Sans suite